



HAL
open science

Faire face au changement climatique : des processus psychosociaux à l'œuvre

Pierre Dias, Séverin Guignard, Raquel Bertoldo, Alexandra Schleyer-Lindenmann

► To cite this version:

Pierre Dias, Séverin Guignard, Raquel Bertoldo, Alexandra Schleyer-Lindenmann. Faire face au changement climatique : des processus psychosociaux à l'œuvre. Les sociétés face aux bouleversements climatiques. Penser ces changements en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2024, pp.16-18. hal-04796075

HAL Id: hal-04796075

<https://hal.science/hal-04796075v1>

Submitted on 21 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

paradoxalement, c'est bien le rôle des chercheurs, des ingénieurs et des responsables de la prévision, de l'anticipation et de la gestion des risques naturels !

Dans le contexte actuel du dérèglement climatique, dont les nombreux impacts sont difficilement prévisibles et modélisables avec un haut degré de certitude, l'identification des risques susceptibles d'en découler devient un enjeu central. On peut donc s'attendre à des

évolutions majeures dans les prochaines décennies concernant l'adaptation aux multiples risques liés aux extrêmes climatiques.

L'histoire du territoire, les différents événements climatiques extrêmes rencontrés par les habitants, leur expérience quotidienne des changements globaux, sont autant de prismes par lesquels le changement climatique est localement perçu.

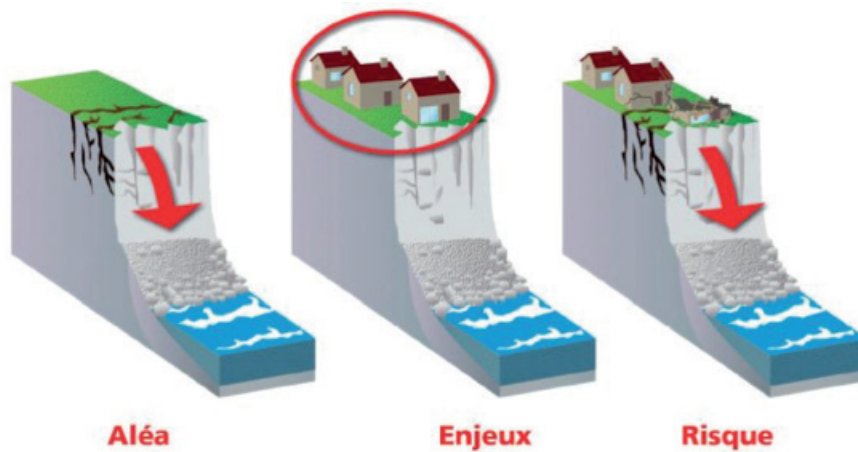


Figure 8. Illustration des concepts : aléas, enjeux, risques (issus du site de l'ORRM⁵).

Zoom 2. Que nous apprend la « canicule de 2003 » sur le risque ?

Séverin Guignard (Laboratoire de Psychologie, UR 3188)

Août 2003 : la France connaît une vague de chaleur sans précédent et pourtant le risque qu'elle représente pour la population n'est ni clairement identifié ni pris en charge ni anticipé par les pouvoirs publics. Cette vague de chaleur a principalement affecté une population « invisibilisée » (les personnes âgées), entraînant un manque de réactivité général des pouvoirs publics. Malgré le nombre de publications scientifiques sur l'impact des canicules sur la santé qu'ils avaient déjà à leur disposition, il faudra tout de même attendre plusieurs jours avant que les pouvoirs publics ne prennent pleinement conscience de la mortalité engendrée par la vague de chaleur. Un « plan canicule » verra alors le jour dès 2004 : la perception par les pouvoirs publics du risque lié aux vagues de chaleur est née.

2.2. Faire face au changement climatique : des processus psychosociaux à l'œuvre

Pierre Dias (MODIS), Séverin Guignard (Laboratoire de Psychologie, UR 3188), Raquel Bertoldo (LPS) & Alexandra Schleyer-Lindenmann (ESPACE)

Pour illustrer la complexité des processus psychosociaux en jeu quand il s'agit d'appréhender les bouleversements climatiques, prenons pour exemple le cas de la submersion marine qui est déjà une réalité sur le littoral français. Plusieurs enquêtes, menées par entre-

tiens semi-directifs dans des villes littorales concernées (Grau-du-Roi, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Fréjus), montrent l'importance des processus psychosociaux dans l'adaptation à ce changement. Cette approche souligne que nos interactions en tant qu'individus avec

⁵ Observatoire Régional des Risques Majeurs en région Provence-Alpes-Côte d'Azur: <http://observatoire-regional-risques-paca.fr/article/principe-devaluation-risque>

notre environnement sont fortement influencées par le fait que nous sommes aussi des êtres sociaux. Ainsi, ces études ont pu montrer :

1. comment la mémoire sociale des aléas climatiques chez les personnes en responsabilité localement influence la conception des actions préventives à adopter. Ainsi, à Port-Saint-Louis, la pluralité et l'impact des submersions passées sont minimisés en mémoire pour rester cohérents avec les savoirs traditionnels toujours actuels et les pratiques futures : « *ici, les gens ont l'habitude, ils gèrent* ». Au Grau-du-Roi, dont l'identité urbaine est marquée par l'économie touristique et portuaire, les participants interrogés ne se sentent pas préoccupés par la submersion ni aucun évènement passé, certains d'être protégés par des aménagements, et de pouvoir intervenir dans le futur : « *on est protégé, la commune n'a pas une forte culture des risques liés à la mer* ».

2. comment les habitants intègrent la vulnérabilité de leur territoire au changement climatique et façonnent des stratégies d'atténuation pour y faire face. À Port-Saint-Louis, et à Fréjus, des habitants emploient plusieurs stratégies argumentatives pour rationaliser le risque et atténuer le sentiment de vulnérabilité : la comparaison sociale « *Ici nous sommes moins exposés que les habitants de la côte atlantique* », la comparaison entre les risques « *Il y a ici d'autres risques, plus immédiats, plus importants* » et le fatalisme « *De toutes façons, on ne pourra rien faire contre l'élévation de la mer* ». Ces résultats confirment le paradoxe constaté dans d'autres études : les individus sont attachés à leur

littoral, malgré leur connaissance des dangers auxquels ils sont exposés.

3. comment s'élabore la confiance accordée aux politiques publiques d'adaptation au changement climatique. En effet, le type de confiance accordée aux acteurs de la gestion varie avec le sentiment de posséder peu ou beaucoup de connaissances sur les vulnérabilités du territoire. Lorsque les individus ont le sentiment de posséder peu de connaissances, ils développent une confiance basée sur une évaluation positive des intentions des gestionnaires, et déclarent mettre en place les comportements de protection contre les inondations. Lorsqu'ils ont le sentiment de posséder de nombreuses connaissances sur ce sujet, ils développent une confiance basée sur les aspects techniques de la gestion, et déclarent ne pas forcément suivre les recommandations s'ils ne les jugent pas pertinentes.

En conclusion, **le comportement des habitants face au changement de leur territoire dépend non seulement des connaissances que les acteurs publics cherchent à enrichir par la mise en place de communications, mais également des mécanismes psychosociaux.** Ces résultats doivent interpeller les institutions et acteurs en responsabilité de la gestion des risques afin de prendre en compte ces types de stratégies, et de mettre en œuvre des actions pour les faire évoluer. Des ateliers basés sur des scénarii d'évènements climatiques locaux, où les savoirs vernaculaires prendraient leur place, pourraient rendre plus concrète la représentation d'un risque pour lequel il n'y a pas de mémoire collective.

Zoom 3. La mémoire des risques naturels. Analyse des données statistiques issues de l'enquête sur la perception des risques majeurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Coline Mias (AIR Climat)

L'enquête de perception de l'Observatoire Régional des Risques Majeurs (ORRM) en Provence-Alpes-Côte d'Azur, menée entre 2017 et 2018, souligne qu'il existe une mémoire des risques naturels ou technologiques survenus sur le territoire. Sur 656 répondants, 388 personnes affirment avoir connaissance d'un ou plusieurs évènements majeurs : le séisme de Lambesc du 11 juin 1909 est cité par 63 sondés, les inondations de Vaison-la-Romaine (cité 46 fois), les feux de forêt de l'été 2016 dans les Bouches-du-Rhône, les inondations dans les Alpes-Maritimes du 3 octobre 2015 et les inondations du bassin versant de la Nartuby le 15 juin 2010 (cités plus de 30 fois toutes les deux). La région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est considérée par 276 personnes de l'échantillon comme plus exposée aux risques majeurs que les autres régions métropolitaines. Les raisons invoquées sont les activités industrielles (88), les risques naturels majeurs (67), les risques technologiques majeurs (53), le risque sismique (44). On évoquait alors beaucoup moins des risques associés à la façade littorale urbanisée (17), le risque de submersion marine (1) ou le changement climatique (seulement 1 répondant).